

**MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT
DE BRIVE-LA-GAILLARDE**

Association

8 avenue André Jalinat
19100 Brive la Gaillarde

Exercice clos le 31 décembre 2023

■ **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT
DE BRIVE-LA-GAILLARDE**

Association

8 avenue André Jalinat
19100 Brive la Gaillarde

Exercice clos le 31 décembre 2023

■ **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIVE-LA-GAILLARDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptable suivi par votre association, nous avons vérifié la correcte application de la réglementation comptable et la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Pujols, le 17 juin 2024

@COM AUDIT.SUD
Jean Marc TONON
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mission Locale de l'Arrondissement de Brive

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	5 764	5 764		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	5 764	5 764		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions	1 262 400	300 493	961 906	1 010 202
	Inst. techniques, mat.out.industriels	239 911	142 215	97 696	74 688
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	1 502 311	442 709	1 059 602	1 084 890
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	2 822		2 822	2 780
	TOTAL	2 822		2 822	2 780
	Total I	1 510 899	448 473	1 062 425	1 087 671
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	244 768		244 768	230 465
	TOTAL	244 768		244 768	230 465
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	972 347		972 347	1 141 684
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	32 000		32 000	31 233
	TOTAL II	1 249 117		1 249 117	1 403 383
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	2 760 016	448 473	2 311 542	2 491 055
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Mission Locale de l'Arrondissement de Brive

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	49 823	49 823
	Réserves pour projet de l'entité	361 299	320 124
	Autres		
	Report à nouveau	67 770	67 770
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	14 925	41 175
	Situation nette (sous-total)	493 819	478 893
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		493 819	478 893
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	338 973	370 655
Total II		338 973	370 655
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	142 376	120 287
Total III		142 376	120 287
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	959 697	1 022 610
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 427	93 453
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	329 193	388 305
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	23 055	16 849
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		1 336 374	1 521 219
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		2 311 542	2 491 055
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	80	57
	(2) Dont emprunts participatifs		

Mission Locale de l'Arrondissement de Brive

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 551	2 404
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	3 551	2 404
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	9 490	10 091
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	9 490	10 091
2. Résultat financier (III-IV)		-5 939	-7 687
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		16 763	41 408
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		120
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		120
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 595	60
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	1 595	60
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-1 595	59
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		242	293
Total des produits (I + III + V)		2 368 432	2 351 320
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 353 506	2 310 145
EXCÉDENT OU DÉFICIT		14 925	41 175
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		7 614	11 787
Bénévolat			
Total		7 614	11 787
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		6 601	8 234
Prestations en nature		1 013	3 553
Personnel bénévole			
Total		7 614	11 787

Mission Locale de l'Arrondissement de Brive

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
		12 mois	12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	29 438	
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 794 096	1 799 725
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	122 594	116 687
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	39 423	37 193
	Utilisations des fonds dédiés	369 751	395 188
	Autres produits	9 576	
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 364 881	2 348 795
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	198 316	175 865
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	126 518	103 924
	Salaires et traitements	1 107 404	1 100 752
	Charges sociales	414 793	399 290
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	73 399	67 698
	Dotations aux provisions	22 089	29 598
	Reports en fonds dédiés	338 069	361 644
	Autres charges	61 588	60 924
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 342 178	2 299 700
1. Résultat d'exploitation (I-II)		22 702	49 095

1 Informations concernant l'association

1.1 Objet social et périmètre des activités

L'association a pour objet de permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion professionnelle et sociale. Elle exerce une mission de service public de proximité. Elle accompagne les jeunes pour une insertion durable.

1.2 Moyens mis en œuvre

Les moyens mis en œuvre sont le développement d'un accompagnement global en direction des jeunes. Elles traitent l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Elle développe donc des partenariats avec les services et institutions en charge des questions relatives aux difficultés d'insertion précitées. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active. Les missions locales entretiennent des relations privilégiées avec Pôle emploi.

2 Faits majeurs de l'exercice

2.1 Evénements principaux de l'exercice

Aucun fait marquant n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.2 Principes, règles et méthodes comptables

2.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

2.2.2 Méthode Comptable

2.2.2.1 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les règlements ANC 2018-06 et 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

2.2.2.1.1 Contributions volontaires en nature

Conformément au règlement 2018-06, les contributions volontaires ont été recensées, valorisées et comptabilisées.

3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 765,00		-	5 765,00
Immobilisations corporelles	1 467 051,00	47 153,00	11 892,00	1 502 312,00
Immobilisations financières	2 780,00	42,00	-	2 822,00
TOTAL	1 475 596,00	47 195,00	11 892,00	1 510 899,00

3.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 765,00	-	-	5 765,00
Immobilisations corporelles	382 160,00	70 845,00	10 296,00	442 709,00
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	387 925,00	70 845,00	10 296,00	448 474,00

3.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	5 765	-	-	-	-	5 765
Corporelles	382 160	70 845	-	10 296	-	442 709
TOTAL	387 925	70 845	-	10 296	-	448 474

3.1.3.1 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions parking	Linéaire	25 ans
Installations techniques,	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels		5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

3.1.4 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisées de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	
Prêts	
Dépôts et cautionnements	2 822,00

3.1.5 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant		-	
Créances clients et comptes rattachés			
Autres	244 769,00	244 769,00	
Charges constatées d'avance	32 001,00	32 001,00	
TOTAL	276 770,00	276 770,00	-
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours



3.1.6 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Valeur
Organismes sociaux	10 976,66
Subventions d'exploitation	233 672,34
Produits divers	120,00
Intérêts	213,85
TOTAL	244 982,85

3.1.7 Charges constatées d'avance = 32 001€

Les charges constatées d'avance sont composées de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur à hauteur de 14 164€ et de charges liées à la renégociation de l'emprunt pour 17 837€.

3.2 Passif

3.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	-		-	-
Fonds propres statutaires	-			-
Fonds propres complémentaires	-			-
Fonds associatifs sans droit de reprise	-			-
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Apports				
Legs et donations				
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation	-			-
Réserves	369 947,78	41 175,13		411 122,91
Réserves statutaires ou contractuelles	-			-
Réserves pour projet de l'entité	49 823,36			49 823,36
Réserves	-			-
Autres	320 124,42	41 175,13		361 299,55
Report à nouveau	67 770,62			67 770,62
<i>dont résultat des activités sous gestion contrôlée</i>	-			-
Excédents ou déficits	41 175,13	14 925,80	41 175,13	14 925,80
<i>dont résultat des activités sous gestion contrôlée</i>	-			-

3.2.2 Détermination du résultat effectif et administratif

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
Établissement 1		14 925
Résultat de l'exercice		14 925

3.2.3 Provisions règlementées : NEANT

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions afférentes aux plus values nettes d'actif immobilisé				
Provisions afférentes aux plus values nettes d'actif circulant				
TOTAL	-			

3.2.4 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	120 287,00	22 089,00		142 376,00
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire				
TOTAL	120 287,00	22 089,00		142 376,00

3.2.5 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total ⁽¹⁾
I. D. R.	142 376		142 376
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

— Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

- Taux d'actualisation : 3.5 %
- Taux de turnover faible
- Taux d'évolution : 3.28 %
- Taux de charges : 55 %



3.2.6 Fonds dédiés – Tableaux de suivi

3.2.6.1 Subventions de fonctionnement affectées

Libellés	Montant des fonds affectés au projet (2)	Fonds à dégager au début de l'exercice (19) A	Utilisation en cours d'exercice => (7894) B	Utilisation en cours d'exercice => remboursemen t	Transfert vers compte 110000	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894) C	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19) D=A-B+C	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices D=A-B+C
Subvention d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public		370 655,00	369 751,00			338 069,00	338 973,00	
TOTAL	-	370 655,00	369 751,00	-	-	338 069,00	338 973,00	-

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES				
Libellé	Solde au début de l'exercice	Utilisation au cours de l'exercice	Engagement à réaliser à la fin de l'exercice	Fonds restant à engager
Mobilité	904			904
Garantie jeunes	345 175	345 175	330 944	330 944
PIC	0			0
A Rivet	0			0
Permis de Bouger	8 106	8 106		0
Pass'formation				0
Fed.Secu.Empl				0
Promeneurs du Net	0			0
Mieux accueillir	0			0
Déjouez les règles	6 448	6 448	7 125	7 125
AJT	10 021	10 021		
TOTAL	370 655	369 750	338 069	338 973

3.2.6.2 Dons manuels, legs et donations affectées : NEANT

Situations	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à engager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7895 ou 7897)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6895 ou 6897)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)
	(2)	A	B	C	D=A-B+C
Ressources					
- Dons manuels					
<i>sous-total</i>	-	-	-	-	-
- Legs et donations					
<i>sous-total</i>	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-

(1) A regrouper le cas échéant.

(2) Il peut paraître intéressant d'indiquer le montant total des ressources provenant de la générosité publique affectées à chacun des projets avec mention de l'année d'attribution. Le montant total correspond aux fonds affectés lors des exercices antérieurs et lors de l'exercice en cours.



3.2.7 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	959 625	64 157	260 178	635 290
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 427	24 427		
Dettes fiscales et sociales	329 193	329 193		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	23 056			
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 336 301	417 777	260 178	635 290
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	62 292			

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

3.2.8 Charges à payer

Intérêts des emprunts et frais bancaires :	731
Congés provisionnés et charges :	141 905
Factures non parvenues :	7 924
Organismes sociaux :	27 099
État/Impôts et Taxes :	51
Divers (Subventions à reverser)	
	177 710



4 Informations relatives au compte de résultat

4.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Ressources propres (cotisations, prestations de service...)	-
Subventions et concours publics	1 823 534,00
Contributions financières	122 594,00
Reprises s/provisions et transferts de charges	409 174,00
Autres	9 576,00
...	
Total	2 364 878,00

Produits d'exploitation 2023 (avec retraitement des reports en fonds dédiés)	Fonctionnement	Actions spécifiques	TOTAL
Etat	1 244 529,00	36 430,24	1 280 959,24
Organismes Publics	78 789,78		78 789,78
Conseil Régional	247 544,00	14 221,00	261 765,00
Conseil Départemental	31 500,00	57 300,00	88 800,00
Ville de Brive et communes adhérentes	180 757,90		180 757,90
Autres collectivités et EPCI			-
Organismes privés	-	42 695,10	42 695,10
	1 783 120,68	150 646,34	1 933 767,02
Contrat aidés			6 935,72
Autres produits (remboursements de frais- reprises de provisions)			86 109,27
			2 026 812,01



4.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	4,00	-
Non cadres	29,00	-
-		
TOTAL	33,00	-



5 Autres informations

5.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires versés aux commissaires aux comptes :

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	7 559	
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal		
Honoraires totaux	7 559	

**MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT
DE BRIVE-LA-GAILLARDE**

Association

8 avenue André Jalinat
19100 Brive la Gaillarde

**Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre
2023**

■ **RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

**MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT
DE BRIVE LA GAILLARDE**

Association

8 avenue André Jalinat
19100 Brive la Gaillarde

**Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31
décembre 2023**

■ **RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du code du commerce, et du Code de l'action sociale et des familles (article L 313-25).

Fait à Pujols, le 17 juin 2024

@COM.AUDIT SUD,
Jean Marc TONON
COMMISSAIRE AUX COMPTES